

Chaque année, cette Europe-là crée la pauvreté

L'Union européenne a officiellement baptisé 2010 "année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale". Cette opération s'inscrit dans le cadre des grandes "années européennes d'action", dont on nous rebat les oreilles à grand renfort de publicité (dans les couloirs du métro, dont on veut chasser les mendiants). Cette année, le choix du thème doit beaucoup à l'activisme d'organisations de la "société civile", en particulier les "réseaux européens de lutte contre la pauvreté". L'intention paraît louable mais est vouée à l'échec.

Pour les dirigeants et avocats de l'Union européenne, l'occasion était trop belle de redorer le blason de celle-ci, après les années éprouvantes de signature du traité constitutionnel européen (devenu finalement le "traité de Lisbonne"). Les débats qui ont eu lieu autour du projet de "Constitution européenne", dans les rares pays où la population fut appelée à se prononcer sur le texte, les référendums et les trois "non" successifs qu'il dut essuyer, ont permis de mettre en évidence la triste réalité du projet européen :

L'UE A DÉCLARÉ L'AN 2010 "ANNÉE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE". CE N'EST QUE DISCOURS. CAR, DE PAR SA STRUCTURE POLITIQUE ET SON PROGRAMME ÉCONOMIQUE, L'UE CRÉE CHAQUE JOUR LA PAUVRETÉ. IL FAUT LE VOIR ET SE POSITIONNER EN FONCTION.

/ Jean-Marie Coen et Arnaud Lismond
CSCE

une Europe technocratique et opaque, dévouée corps et âme aux grands intérêts commerciaux et financiers, dont le programme politique principal consiste à appliquer sans relâche des recettes économiques libérales qui visent à déstructurer les marchés du travail, affaiblir les protections sociales et privatiser les services publics.

Face à ce qu'il faut bien appeler une opération de propagande, il convient de dénoncer la supercherie des prétendues élites européennes. En réalité, il n'y a rien, dans le projet européen actuel, qui permette de lutter contre la pauvreté. Au contraire: on y retrouve toutes les recettes pour créer la pauvreté et la faire perdurer.

DES INSTITUTIONS OPAQUES À VOLONTÉ

Pour comprendre la supercherie du projet européen actuel, il faut d'abord accepter d'en voir la nature antidémocratique. Rappelons que des trois grandes institutions de l'UE (Commission, Conseil, Parlement), c'est le Parlement qui reste la plus faible. À ce jour, il n'a pas de pouvoir d'initiative: il ne peut proposer ni nouveaux projets de loi ni règlements européens, seule la Commission détient ce pouvoir.

Le résultat: des institutions opaques, des procédures compliquées, des réunions ministérielles dont on ne connaît pas les votes (ce qui permet à chacun de s'abriter derrière "Bruxelles"). Tout cela favorise l'action des lobbies, qui

agissent dans l'ombre du pouvoir, se nourrissant de la discrétion. On sait qu'ils se comptent par milliers à Bruxelles. Et la Commission rechigne à instaurer un minimum de transparence à ce sujet. ❶

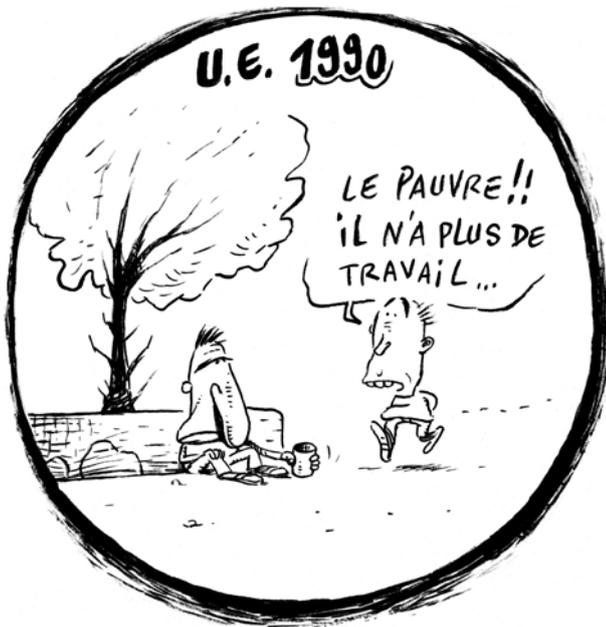
UN PROGRAMME POLITIQUE LIBÉRAL

Sans surprise, on voit alors se développer un programme politique et économique nettement libéral. Après la création de l'euro, le pacte de stabilité et la chasse aux déficits publics, on voit la "libre concurrence" s'imposer toujours plus comme la valeur cardinale du droit européen, tandis que le droit du travail est sans cesse attaqué, comme l'explique Corinne Gobin en pages 56 à 59. Cette situation aboutit à une course au

QUAND LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES DE L'UNION EUROPÉENNE ENGENDRENT LA PAUVRETÉ...
(Corinne Gobin)

LE CHÔMAGE, UN FACTEUR PRODUCTIF
(Daniel Flinker)

STRATÉGIE DE LISBONNE: LE PIÈGE EUROPÉEN
(Jean-Marie Coen)



une autre Europe! [...] parce qu'il entérine une vision ultra-libérale de l'économie et de l'avenir de l'Europe, fait du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre et non faussée le guide et la valeur suprême de l'action de l'Union européenne; parce qu'il enterre le projet d'une Europe sociale, notamment en interdisant toute restriction à la libre circulation des capitaux, en confirmant l'indépendance de la Banque centrale européenne, en soumettant toute harmonisation sociale et fiscale à la règle paralysante de l'unanimité, favorisant ainsi la régression sociale, le dumping et les délocalisations; parce qu'il ne reconnaît pas les droits sociaux fondamentaux (droit au travail, droit aux revenus de remplacement, au minimum d'existence, au logement...) comme des droits effectifs dont l'Union européenne doit assurer le respect, mais comme de simples objectifs à atteindre. [...]".

Cinq années et une crise économique et financière plus tard, ces constats sont toujours d'actualité. Il faut arrêter cette machine à démolir les solidarités et les acquis sociaux. Les sceptiques consulteront le site officiel de "l'année contre la pauvreté" (www.2010againstopoverty.eu). Ils y découvriront le programme: nomination d'ambassadeurs de la lutte contre la pauvreté, organisation de concours de photos sur la pauvreté et l'exclusion sociale, "conversation décontractée autour d'un verre et de petits amuse-bouches dans un espace d'exposition d'œuvres réalisées par des personnes en situation de pauvreté". Cette Europe-là crée non seulement la pauvreté par tonnes, mais également la poudre aux yeux par kilos. Dans le présent dossier sont synthétisés une série d'arguments... pour y voir plus clair et oser la confrontation d'idées. ■

① Pour plus d'informations à ce sujet, voir <http://www.alter-eu.org/fr/front> et <http://www.corporateurope.org/>



dumping entre les États-membres. La directive Bolkestein est un autre exemple de cette tentative de l'UE d'instaurer un dumping structurel.

Mais les grands programmes européens encouragent également le détricotage des protections sociales, en particulier via la "stratégie européenne pour l'emploi" et la "stratégie de Lisbonne" comme nous l'expliquons en pages 60 à 63. En fixant un objectif de "taux d'emploi" très élevé, les États-membres se sont forcés à modifier leurs

systèmes de protection sociale pour pousser un maximum de personnes à accepter des emplois atypiques. On voit, depuis dix ans, se multiplier les emplois à temps partiel et les contrats atypiques. D'où l'apparition chez nous des "working poors".

QUEL POSITIONNEMENT ?

Face à un tel constat, il convient de se positionner. En 2005, avec ATTAC et un bon nombre d'organisations, le CSCE portait la revendication "Dire non au traité constitutionnel pour construire